

LA LETTRE DE LA NAF

SUPPLEMENT AU N° 230 DE LA NOUVELLE ACTION FRANCAISE

- 28 JUILLET 1976

BAS LES MASQUES

En raison de la réunion du Comité Directeur de la N.A.F., je n'ai pu regarder, jeudi 1er juillet, l'émission de T.F. 1 "L'Evénement" dont M.Mitterrand était l'invité. Je le regrette car j'aurais assisté à un moment historique : la reconnaissance par M.Mitterrand de son accord profond avec le Président de la République sur les questions de défense.

Je n'ai cependant pas tout perdu puisque T.F. 1 a rediffusé les passages essentiels des déclarations du chef de la gauche unie le lendemain et que nous disposons du texte publié par Le Monde du 3 juillet. Qu'a donc dit le Premier Secrétaire du Parti Socialiste ?

1°) Une bêtise tellement énorme qu'on peut la considérer comme une injure aux téléspectateurs : la France, a dit M.Mitterrand, engagera des conversations sur le désarmement dès que la gauche sera au pouvoir. C'est se moquer du monde que d'utiliser des faux-fuyants aussi grossiers puisque l'inefficacité de ces bavardages est notoire, chaque grande puissance tenant à la sécurité et à la paix assurées par la détention d'armements nucléaires.

2°) Une contre-vérité, en affirmant que "La France... ne peut assurer par ses propres moyens la totalité de sa défense". C'est reprendre, d'une phrase, toute la doctrine socialo-centriste des années soixante, qui est celle de l'abandon, de la démission nationale pure et simple. C'est donc nier tout l'effort qui avait été accompli par certains dirigeants socialistes pour faire admettre la crédibilité de la dissuasion nucléaire. Au moment où le Président de la République fait un bond de quinze ans en arrière sur le plan stratégique, M.Mitterrand saute d'un même élan dans le même passé.

Il faut souligner ce fait d'autant plus fortement que M.Mitterrand, en bon politicien, prend garde de ne pas s'exprimer de façon trop tranchée. "La force de dissuasion, a-t-il déclaré, nous ne la rejeterions pas à la mer". Cela signifie que nous conserverons en l'état nos fusées et nos sous-marins ... comme le veut la politique giscardienne. "Mais le système existant, a ajouté M.Mitterrand, je ne le crois pas décisif au niveau de la dissuasion". Dans les phrases alambiquées que j'avais relevées dans un récent éditorial, M.Giscard d'Estaing exprimait exactement la même "croyance". Conclusion : nous ne serons pas plus protégés par Mitterrand le "socialiste" que nous ne le sommes par Giscard le "libéral" puisque les deux compères annoncent publiquement le peu de cas qu'ils font de la dissuasion nucléaire.

Les Français sont cependant priés de dormir tranquilles puisque le chef de la gauche estime que la défense de la nation " ... doit d'inscrire dans un système de sécurité collective". Lequel ? M.Mitterrand ne le dit pas, si l'on s'en tient aux extraits du Monde. Mais le choix est de toutes façons lamentable : ou bien il s'agit de l'idée grossière d'une "défense européenne" autonome - irréalisable faute de pouvoir politique européen. Ou bien M.Mitterrand retourne au vomissement atlantique, comme son complice de l'Elysée.

.....

Je serais heureux de savoir ce qu'en pensent les patriotes et les anti-impérialistes du Parti socialiste, qui sont nombreux. Accepteront-ils que, comme autrefois, la social-démocratie désarme la nation et la vende à Washington ? Car c'est bien, sur le plan de la défense (en attendant un accord plus global), la vieille coalition centriste qui est en train de se réaliser, de Giscard à Mitterrand en passant par Lecanuet et Servan-Schreiber. Ils disent tous la même chose !

Pardon ! se récrie par avance le politicien Mitterrand : je suis de l'opposition et j'y reste. La preuve en est que j'attaque le Président de la République sur sa politique de défense. Et c'est vrai, formellement. Car M.Mitterrand a déclaré : " La dissuasion, si j'ai bien compris, c'est le tout ou rien. M.Giscard d'Estaing, par les modifications qu'il a apportées, a , en réalité, détruit le système de dissuasion".

Est-ce de l'incohérence, ou de l'Hypocrisie ? Si M.Mitterrand estime, comme le Président de la République, que la force de dissuasion est inefficace, il ne peut que se féliciter de sa destruction. Si, au contraire, il déplore la politique destructrice du Chef de l'Etat, il ne peut en même temps émettre des critiques identiques, aboutissant à la même négation.

Donc de deux choses l'une : ou bien M.Mitterrand ne sait pas ce qu'il dit; ou bien M.Mitterrand se moque des Français. Dans un cas comme dans l'autre il se disqualifie.

Bertrand RENOUVIN

A NOS LECTEURS

En raison de notre rythme de parution réduit pendant les vacances, cette "Lettre de la N.A.F. se présente d'une manière inhabituelle. La rubrique "N.A.F. en mouvement" est beaucoup plus importante que d'habitude, quand à la rubrique "Données" que nous avons consacré à "l'affaire Boutang" elle a aussi dépassé les normes habituelles car le sujet en valait la peine. Notre surface rédactionnelle n'étant pas extensible nous avons du sacrifier les "Brèves" pour ce numéro.

DONNEES (suite de la page 4)

- *La propension de Boutang à faire de sa chaire une tribune politique.*
Comme si ses censeurs étaient innocents sur ce point. Ce serait faire injure à tout enseignement que de feindre de croire qu'il pourrait être neutre.

On sait que la réaction à la pétition a été catastrophique pour ses promoteurs. Même François Mitterrand, la Ligue des Droits de l'Homme et l'Humanité s'y sont mis pour condamner une initiative contraire aux droits d'une pensée libre. Du coup, certains ont voulu redresser le tir. En particulier Derrida dans Le Monde. Il ne s'agirait pas d'empêcher un adversaire de parler. Bien au contraire, M. Derrida invite à lire Boutang, tout en insinuant que protégé du régime il distille sa pensée implicite.... Autre sottise. Il est bien certain que l'élection de Boutang a une signification importante, elle s'inscrit à un moment de crise de la pensée, alors que l'on assiste à un retour du spirituel. La grande tradition métaphysique sera-t-elle poursuivie en Sorbonne ? L'enseignement de Boutang risque en effet d'avoir une influence décisive sur l'avenir de la pensée française. C'est bien là la véritable question. Des positions depuis longtemps acquises risquent de s'effondrer. Toute cette agitation signifie que certains ont peur. Et ils n'ont sûrement pas tort.

PARUTION DE LA N.A.F. - Plusieurs lecteurs se sont inquiétés de ne pas avoir reçu "La lettre de la N.A.F." il y a trois semaines (supplément au n° 229), mais nous rappelons que nous avons pris nos "quartiers d'été". Le dernier numéro de la N.A.F. journal (n° 230), spécial vacances est paru le 14 juillet. La "lettre de la N.A.F." paraîtra pendant les vacances mais à un rythme réduit (sauf si l'actualité l'imposait). Dates prévues de parution : 28 juillet - 18 août - 8 septembre. A partir du 14 septembre la parution reprendra son rythme normal avec le n° 231 du journal.

§ AUGMENTATION DE TARIF - Les contraintes financières nous obligent à augmenter les tarifs d'abonnement à partir du mois de Septembre. Pour ne pas léser nos abonnés actuels nous leur proposons de se réabonner par anticipation à l'ancien tarif. C'est également un service à nous rendre pour nous aider à faire face à nos échéances financières du mois d'Aout - période toujours critique pour nous - n'oubliez pas à cette occasion notre souscription. Nous en avons bien besoin

§ CAMP DE CEYRAS - Ce camp de propagande ouvre ses portes le samedi 24 juillet jusqu'au 8 août. Tous les nacistes et sympathisants y sont conviés, même s'ils ne comptent y passer qu'un ou deux jours. Lieu : propriété "Le Cabanon" au lieu-dit "La Planque" commune de Ceyras (Hérault) à 3 km de Clermont l'Hérault (carte Michelin 83 pli n° 5).

§ SESSION DE N.A.F. UNIVERSITE - En Bretagne du 1° au 11 septembre. Plus spécialement destinée aux étudiants et lycéens, militants ou sympathisants de la N.A.F., cette session placée sous la direction de Gérard Leclerc et du collectif de N.A.F.-U, revêt une grande importance pour préparer la nouvelle année scolaire. Ne tardez plus à vous inscrire en nous écrivant.

§ CAHIER DE L'I.P.N. - Le cahier N° 4 "Vers une nouvelle citoyenneté" est paru. Il est entièrement consacré à une étude d'Arnaud Fabre sur la région et le pouvoir local. Un instrument de travail indispensable à moins de 10 mois des élections municipales. Commandes au journal (franco 12 F).

§ ANTHINEA - Nous avons déjà présenté cette excellente revue d'études historiques à nos lecteurs (NAF n° 227) et les auditeurs des "mercredis de la N.A.F." se souviennent du brillant exposé de son directeur, Bruno de Cessole, le 26 mai dernier. Signalons aujourd'hui la parution du n° 9/10 dont le thème est "Société française et régionalismes". Cet important numéro de 128 pages est en vente à la N.A.F., nos lecteurs peuvent nous le commander en écrivant au journal (Prix 19 F franco).

§ TOUR DE FRANCE - Nous donnons ci-dessous le classement général des 13 meilleurs départements en ce qui concerne les abonnés à la N.A.F. (figure entre parenthèses le classement de l'année dernière à la même époque).

1° - Bouches du Rhone (1°)	6° - Loiret (6°)
2° - Alpes Maritimes (5°)	Seine Maritime (3°)
3° - Nord (2°)	Rhone (12°)
4° - Loire Atlantique (11°)	9° - Hérault (8°)
5° - Gironde (7°)	Isère (3°)
	11° - Maine et Loire (14°)
	Hte. Garonne (12°)
	Oise (47°)

Nos félicitations vont tout spécialement aux militants des départements suivants qui ont effectué une progression sensible : Oise et Loire Atlantique.

En revanche l'Isère a fortement baissé et passe de la 3° à la 9° place, quand à l'Indre et Loire et à la Marne qui étaient au 9° rang ils disparaissent du classement des 13 meilleurs.

Notons enfin que la Région Parisienne représente actuellement 35 % de notre public d'abonnés.

Le 15 juin, Le Monde publiait une pétition à l'initiative du *collège de philosophie* protestant contre l'élection à la Sorbonne de Pierre Boutang comme maître de conférences. Cette pétition circulait déjà depuis plusieurs mois à travers toute la France (certains universitaires nous ont dit avoir été sollicités deux fois). Malgré cela les adversaires de Boutang n'obtinrent qu'une centaine de signatures qui n'émanaient pas toutes de philosophes et parmi lesquelles on ne trouvait pour ainsi dire pas de grands noms. Avant d'en venir aux griefs énoncés, rappelons brièvement la genèse des événements précédents.

Le conseil d'Université de Paris IV avait à choisir un remplaçant pour la chaire du professeur Levinas, à partir d'une liste de trois noms proposée par une commission de spécialistes. Pierre Boutang arrivait en troisième position sur cette liste; c'est lui qui fut élu d'une manière parfaitement légale. Notons par ailleurs que les deux autres personnes proposées, MM. Bruaire et Grimaldi sont des amis de Pierre Boutang.

Cette élection, tout à fait régulière, n'en provoqua pas moins une agitation dans le monde universitaire dont la pétition constitue l'aspect le plus spectaculaire. Mais il faut bien voir que notre ami n'a pas contre lui que des universitaires d'extrême-gauche. Certains conservateurs, engoncés dans leurs habitudes et leur médiocrité redoutent que Boutang ne secoue un peu trop les poussières ancestrales et ne crée un foyer de pensée qui attire les étudiants.

Les arguments de la pétition nous les avons déjà évoqués dans la *Presse au crible* de la N.A.F.. Rappelons les brièvement :

- *Le passé politique de Pierre Boutang durant la guerre et son antisémitisme.* La mauvaise foi dispute ici sa part à la passion aveugle. Tous les témoignages des anciens élèves de Boutang (y compris de gens qui sont aujourd'hui à l'extrême-gauche) montrent que dès le début de l'occupation leur jeune professeur propagea un esprit de résistance active au nazisme. D'autre part son antisémitisme qui ne transigea jamais avec le racisme est une position qu'il ne soutient plus depuis vingt ans, question sur laquelle il s'est maintes fois expliqué, y compris dans notre journal. Enfin, il est intéressant de savoir que le philosophe compte quelques uns de ses meilleurs disciples parmi de jeunes juifs qui lui sont très vivement attachés.

- *La maigreur de son oeuvre philosophique.* Il est symptomatique qu'aucun grand nom n'a contresigné cette épaisse sottise. La seule *Ontologie du secret* suffirait à la gloire d'un philosophe (on sait que Jean Wahl et Gabriel Marcel considéraient cet ouvrage comme un des plus importants du siècle). D'autre part Boutang a écrit d'autres ouvrages, et son oeuvre, considérable, de journaliste n'est en rien étrangère aux disciplines philosophiques.

- *L'incapacité de Boutang à faire preuve de la "patience du concept" et sa polémique très vive à l'égard de Kant, Freud et Saussure.* On peut faire le pari que ses détracteurs seraient vite confondus s'ils avaient à faire la preuve des "faiblesses scientifiques" de Boutang, de sa méconnaissance des textes en particulier. Tous les gens renseignés savent l'extraordinaire érudition de Boutang, sa connaissance du grec, de l'anglais, de l'italien, de l'allemand, qui lui donnent un contact direct avec la pensée des plus grands philosophes. Quand au reproche polémique, il est simplement risible. Autant bruler alors une grande partie du corpus philosophique.

suite page 2

4

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone: 742-21-93

Directeur de la publication
Yvan AUMONT

Abonnements couplés à "La lettre de la N.A.F." et à la N.A.F. bi-mensuelle :
Un an : 70 F - six mois : 40 F - trois mois : 20 F
Règlement : C.C.P. N.A.F. 193-14 Z Paris

LA LETTRE DE LA NAF

SUPPLEMENT AU N° 230 DE LA NOUVELLE ACTION FRANCAISE - 25 AOUT 1976

CONFIRMATIONS

Fin des vacances. C'est presque toujours retrouver la routine des villes et des travaux gris. Les journalistes ne sont pas épargnés, qui doivent reprendre la chronique des événements courants. Mêmes données, mêmes questions, mêmes tragédies. Tout est comme avant, sans qu'on puisse discerner le moindre frémissement : si la marmite bout, elle le fait silencieusement...

Sous le calme de l'été, rien ne dit cependant que l'explosion soit improbable. Les signes sont nombreux d'un malaise qui peut devenir révolte. Et le giscardisme est à la fois trop rigide et trop fragile pour surmonter une épreuve politique et sociale un peu dure. Il faut rappeler cela, pour mieux observer les événements de la rentrée. Mais ne le savions-nous pas déjà avant le grand départ ? Et l'actualité de l'été n'a-t-elle pas apporté une simple série de confirmations ? Soulignons en quelques unes, qui devraient alimenter les débats de l'automne :

- Chirac sortira-t-il renforcé ou affaibli d'un remaniement ministériel sur lequel les commentateurs avaient déjà tout dit avant même qu'il ne soit encore fait ? Le sujet n'est pas passionnant. Simplement significatif des hésitations du Président de la République qui ne sait comment résoudre les questions posées par la dyarchie existant au sommet de l'Etat. Mais l'indécision de Giscard n'est pas plus surprenante que les mésaventures du franc, qui sanctionnent les improvisations et les erreurs du ministère des Finances.

- Tandis que le pouvoir laisse passer le temps en espérant qu'il arrangera les choses, la "société libérale avancée" révèle peu à peu son véritable visage. Ainsi l'irrésistible ascension de Robert Hersant est dans la logique d'un libéralisme qui débouche, comme au 19^e siècle, sur la dictature de l'argent. Quand on s'aperçoit que M.Hersant contrôle désormais deux grands quotidiens nationaux, quand on sait que ce "manager" dynamique va mettre en place des structures et des systèmes d'impression qui menaceront les plus fortes citadelles ("Le Monde" inclus), quand on se souvient, en secret, de ce que fut Robert Hersant, il y a lieu de craindre le pire pour l'avenir de la presse libre ou d'opinion et pour la profession de journaliste.

- La catastrophe de Seveso et les inquiétudes concernant la pollution maritime nous interdisent de souhaiter le retour à l'âge d'or de la société industrielle. Après la contestation de la fin des années soixante, après la crise de l'énergie, les aspects monstrueux de la pollution nous invitent plus que jamais à construire une nouvelle civilisation. Nous savons qu'elle ne sortira pas des cartons d'un quelconque ministre de la "qualité de la vie". Nous devons comprendre qu'elle ne naîtra pas d'un seul "grand refus", même s'il permet des victoires partielles sur le capitalisme comme la campagne spontanée et souterraine contre l'utilisation des colorants dans l'alimentation. L'histoire des révoltes avortées de ces dernières années montre combien un projet politique positif est nécessaire, ne négligeant aucune donnée de la politique - et surtout pas la question de l'Etat.

.../...

- Comment, d'autre part, ce projet révolutionnaire ne serait-il pas lié à la défense de l'indépendance nationale quand on voit avec quelle brutalité les Etats Unis interviennent dans les relations entre leurs alliés : l'ultimatum adressé par Kissinger au Pakistan dans l'affaire de l'usine de retraitement des déchets atomiques a montré une fois de plus que les Américains conçoivent l'alliance comme une soumission et la négociation comme un chantage. Mais les menaces adressées au Pakistan étaient cette fois tellement scandaleuses que Washington a dû reculer. Ce qui a permis à M.Chirac un joli mouvement de menton, destiné à rassurer l'électorat U.D.R.. Mais que pèsent les plus fières déclarations quand il s'agirait, pour le pouvoir, de renoncer à ses orientations actuelles ?

Car la conclusion devrait être claire, si des intérêts immédiats ne liaient pas le clan giscardien aux Etats-Unis : qu'il s'agisse du Pakistan ou de tout autre pays "occidental" . Washington ne conçoit la solidarité atlantique que de façon négative : il ne s'agit pas d'aider, mais d'interdire ce qui serait contraire aux intérêts de l'impérialisme américain. Que cet intérêt disparaisse et c'est le retrait de toute protection, l'abandon d'un pays ruiné ou l'indifférence face au drame d'un pays "ami" qui se déchire. Telle est la leçon de la guerre du Viet-Nam, cloturée par un éclat de rire célèbre. Une leçon que les pays européens risquent de comprendre trop tard, lorsqu'ils seront abandonnés dans quelques partages planétaires, ou lorsqu'ils verront leurs territoires transformés en champ de bataille.

C'est également une des leçons qu'il faut tirer de la tragédie libanaise. On sait que le Liban avait choisi le camp "occidental", en dépit et même contre la politique de ses voisins arabes. Et le voilà livré à la guerre civile - comme d'autres à l'agression étrangère - sans que les Etats-Unis tentent une médiation qui, pour une fois, aurait pu être positive. Quand donc le mythe de "l'Amérique protectrice" sera-t-il détruit ? Comment peut-on encore y sacrifier la liberté d'un pays et la vie de ses habitants ?

Bertrand RENOUVIN

POLITIQUE FAMILIALE

Nous avons souvent écrit dans la N.A.F. que M. Giscard d'Estaing n'avait libéralisé l'avortement que pour faire l'économie d'une politique de la famille. Le dernier bulletin de l'Institut National d'Etudes Démographiques vient illustrer et confirmer notre propos. Selon "Population et sociétés", en effet, l'étude du niveau de vie des familles montre que celui-ci décroît en fonction du nombre d'enfants malgré l'appoint des prestations familiales. Les postes du budget familial qui sont sacrifiés dans les familles nombreuses sont les loisirs et les dépenses de santé. Ainsi faute d'une politique familiale les enfants de famille nombreuses n'iront pas en vacances et seront moins bien soignés en cas de maladie. C'est beau le libéralisme avancé !

CHEZ LES HARKIS

M.M'Hamed Laradji, président de la C.F.M.R.A.A. a déclaré le 18 aout dernier :
" Nous ne voulons pas aller contre le courant de l'histoire. L'Algérie est un pays libre et indépendant. Je sais que certaines organisations rêvent d'utiliser les harkis pour je ne sais quelle reconquête de l'Occident. Cela ne nous concerne pas (...). Je n'ai jamais eu la moindre intention d'aviver les haines et les rancunes du passé, (...) . Nous sommes prêts à tendre une main propre, sans aucune arrière pensée, au gouvernement algérien, pour qu'il règle la libre circulation au nom des principes islamiques." La N.A.F. , pour sa part, ne peut que s'associer à cette demande et se féliciter de cette prise de position.

FRANCE : UNE MEDAILLE D'OR !

Le dernier bilan publié par l'O.C.D.E. est tout entier consacré à la *répartition des revenus dans les pays de l'O.C.D.E.*. Au terme de cette étude il apparaît que la France détient la médaille d'or de l'inégalité sociale. Bien qu'une certaine prudence s'impose en ce domaine du fait de la méconnaissance des revenus exacts du secteur agricole, les chiffres cités sont tout de même éloquentes : les 20 % des Français les plus aisés cumulent 47 % du revenu global des particuliers alors que les 20 % des couches les plus pauvres doivent se partager 4 % de ce revenu global. C'est à dire que l'inégalité apparaît donc chez nous presque trois fois plus forte qu'aux Pays Bas et moitié plus qu'en Allemagne.

LA PRESSE A L'ENCAN

Si la longue agonie de *France-soir* n'avait pas soulevé un intérêt considérable, le rachat du quotidien populaire du soir par M. Robert Hersant provoque une émotion légitime. Ainsi ce magnat de la presse de province (propriétaire d'une dizaine de quotidiens et d'autant d'hebdomadaires ainsi que de onze autres magazines) aura pu racheter en moins d'un an *Le Figaro* et *France-soir* (respectivement les deux plus importants tirages de la presse nationale du matin et du soir), batissant à coup de milliards un empire de presse qui a permis de le comparer à Springer l'"empereur" de la presse allemande. Deux questions restent posées auxquelles il faudra bien un jour donner réponse :

- dans quel but cet empire ?
- et avec quel argent ... ?

LEMENT - LA N.A.F. EN MOUVEMENT - LA N.A.F. EN MOUVEMENT - LA N.A.F. EN MOUVEMENT - LA N.A.F. EN

§ AUGMENTATION DE TARIF - Les contraintes financières nous obligent à augmenter les tarifs d'abonnement à partir du mois de septembre. Pour ne pas léser nos abonnés actuels nous leur proposons de se réabonner par anticipation à l'ancien tarif. C'est également un service à nous rendre pour nous aider à faire face à nos échéances financières des mois de vacances - période toujours critique pour nous - n'oubliez pas à cette occasion notre souscription. Nous en avons bien besoin.....

§ SESSION DE N.A.F.-UNIVERSITE - En Bretagne du 1^{er} au 11 septembre. Plus spécialement destinée aux étudiants et lycéens, militants ou sympathisants de la N.A.F., cette session placée sous la direction de Gérard Leclerc et du collectif de N.A.F.-U. revêt une grande importance pour préparer la nouvelle année scolaire. Il est encore possible de s'inscrire en nous téléphonant (742-21-93).

§ PARUTION DE LA N.A.F. - Après la période de vacances le rythme normal de parution reprendra le 8 septembre pour *La Lettre de la N.A.F.* et le 15 septembre pour le N° 231 de la N.A.F. journal.

§ CAMP DE CEVRAS - Du 24 juillet au 8 Aout s'est tenu à Ceyras dans l'Hérault notre camp de propagande. Quinze jours riches d'activités variées (affichages massifs, vente du journal, stands au Festival d'Avignon et à Cap d'Agde) entrecoupées des visites aux nacistes et sympathisants de la région qui furent également nombreux à venir partager les repas des campeurs. Pas d'incidents notables si ce n'est la fréquentation involontaire de quelque commissariat de police, et les agapes organisées en l'honneur de la ST. Abel, fête du doyen des campeurs présents : Abel Pomarède La formule du camp de propagande a maintenant fait ses preuves : alors, l'année prochaine, il faut que nous soyons deux fois plus nombreux !

.)

§ SESSION DES CADRES - La session générale des cadres de la N.A.F. aura lieu les onze et douze septembre prochains dans notre maison de "La rue des Aubiers". De nombreux cadres ne nous ont pas encore retourné leur bulletin d'inscription. Qu'ils le fassent sans tarder pour nous permettre d'organiser le travail et l'hébergement en fonction du nombre exact de participants.

DONNEES

LE C.O.M.E.C.O.N. OU LE COLONIALISME ECONOMIQUE

Peu de temps après la conférence des partis communistes européens, au début du mois de Juillet, Berlin-est a été le siège de la XXX^e session du "Conseil d'aide économique mutuelle", autrement dit le C.O.M.E.C.O.N.. Plus ou moins fortuite cette concomitance illustre une nouvelle fois la dimension non seulement idéologique, militaire et politique, mais aussi économique du monde communiste.

La création même de cette organisation, en 1949, ne se comprend que dans un contexte politique particulier : celui du rejet par les pays de l'Est du Plan Marshall (refus d'ailleurs plus ou moins volontaire, tout au moins dans le cas de la Tchécoslovaquie et de la Pologne). Réplique à la politique occidentale, le C.O.M.E.C.O.N. regroupe donc, outre l'Union Soviétique qui en fut l'instigateur, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est ainsi que la Mongolie (depuis 1962) et Cuba (depuis 1972), en revanche l'Albanie ne participe plus aux travaux du Conseil depuis 1961. La Yougoslavie (depuis 1965) et la Finlande (depuis 1973) sont considérées comme "Etats Associés", tandis que des accords de coopération ont été conclus avec l'Iraq et le Mexique.

A l'inverse de la C.E.E. encore à la recherche d'une hypothétique unité politique, le C.O.M.E.C.O.N. apparaît donc comme une organisation économique couronnant et parachevant une organisation politique. L'originalité majeure étant bien entendu la présence en son sein d'un membre de poids, l'U.R.S.S. dont le Produit National Brut représente plus de 70% de l'ensemble politico-économique qui gravite autour d'elle, et qui détenant la quasi-totalité des ressources énergétiques et minières de la région exerce un monopole de fait sur l'approvisionnement des autres pays membres.

A cette donnée d'ordre économique s'ajoute la volonté de l'Union Soviétique de réaliser une intégration économique fondée sur "le principe de la division internationale du travail" et la "standardisation industrielle", dans le cadre d'une "coordination poussée" des plans quinquennaux des divers pays concernés.

On conçoit aisément ce qu'une telle volonté de principe recouvre dans la réalité. Ainsi le système économique mis en place en Europe de l'Est au lendemain de la guerre était-il purement et simplement calqué sur le modèle soviétique. Des pays comme la Pologne ou la Hongrie ont depuis tenté des expériences propres, mais la volonté exprimée par M.Krouchtchev en 1962 de réaliser une planification centralisée au niveau de l'ensemble de l'Europe orientale est entrée dans les faits pour les principales branches de l'industrie et pour la technologie.

D'autre part l'U.R.S.S. distrait une part importante du Revenu National de ses partenaires du C.O.M.E.C.O.N. en les obligeant à investir en Russie. Elle écoule au prix fort ses matières premières mais n'achète qu'à bas prix les denrées agricoles ou les produits industriels des pays de l'Est, exportant ainsi sa propre inflation. Partout le résultat de cette division du travail est frappant, seule l'Allemagne de l'Est ayant pu devenir une puissance industrielle de taille. Mais elle dépend de l'U.R.S.S. à 100 % pour son gaz naturel, à 90 % pour son pétrole et ses minerais; d'où la relative fragilité d'un développement malgré tout inquiétant pour Moscou.

Mais pour accélérer l'intégration économique au sein du C.O.M.E.C.O.N., pour "renforcer la cohésion du bloc socialiste" le dernier plan quinquennal prévoit que l'Allemagne de l'Est sera tenue d'investir deux fois plus dans l'exploitation des ressources énergétiques soviétiques.

Comme le rappelait le 7 juillet "Rude Pravo", organe du Parti communiste tchécoslovaque, le C.O.M.E.C.O.N. suit "le principe fondamental de la souveraineté de ses membres" ...

4

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone: 742-21-93
Directeur de la publication
Yvan AUMONT

Abonnements couplés à "La lettre de la N.A.F." et à la N.A.F. bi-mensuelle :
Un an : 70 F - six mois : 40 F - trois mois : 20 F
Règlement : C.C.P. N.A.F. 193-14 Z Paris

LA LETTRE DE LA NAF

3° SUPPLEMENT AU N° 230 DE LA NOUVELLE ACTION FRANCAISE

- 8 SEPTEMBRE 1976

UN "MOMENT HISTORIQUE"

Une fois passé le choc de l'évènement, et tandis que la vague de commentaires se retire, peut-on croire sérieusement que le remaniement ministériel ait résolu tous les problèmes institutionnels ?

On a voulu voir, dans la démission de Jacques Chirac, un "moment historique" de l'histoire de la V^e République. N'exagérons rien. Si c'est la première fois qu'un Premier Ministre claque la porte avec fracas, la crise qui marquait les relations entre le Président et le chef du gouvernement se résoud selon l'esprit des institutions. Et le régime n'en accuse pas pour autant un caractère plus "présidentiel" : il l'était déjà, et depuis longtemps. Mais il est vrai que le Président, s'il a voulu se choisir un simple "chef d'état-major", va se retrouver en première ligne dans le combat politique. Ce ne serait pas la première fois dans l'histoire de la V^e République. Mais cela peut être lourd de conséquences.

Mais alors, ce nouveau ministère ? Rien de remarquable, malgré le tapage. Le clan Giscard (Ponia, d'Ornano) reste bien en place, un vieux serviteur est remercié (Fourcade) et l'on a installé, mis au placard ou changé de place une belle série de potiches. L'une d'entre elles, Ministre d'Etat, est même chargée d'un Plan dont personne ne se soucie plus.

Quant au Premier Ministre, technicien honnête dont nous examinons plus loin les idées économiques, toute la question est de savoir s'il aura les moyens de gouverner. Simple exécutant des décisions présidentielles, il peut avoir une longue et paisible existence. Mais rien ne dit, si M.Barre tente de mener sa politique, qu'un nouveau conflit de pouvoirs ne surgira pas.

De ce point de vue, les choses ne vont pas en s'éclaircissant. Car quelle curieuse idée d'instituer au sein du gouvernement une véritable dyarchie, avec un tête technique (M.Barre) et une tête politique (M.Guichard). On devine bien qu'il s'agit d'affermir une majorité chancelante et de tenir l'U.D.R. grâce à une personnalité "historique" du gaullisme. On sent bien, aussi, que nous entrons d'ores et déjà dans une période de fièvre électorale. Mais comme ces recettes sentent l'improvisation, et combien ces solutions sont grosses de conflits ! M. Barre peut-il accepter de ne pas être, comme le veulent la coutume et la logique des institutions, le chef d'une majorité devant laquelle il est responsable ? Et M.Guichard peut-il se contenter d'être le coordonnateur d'une action qu'il ne définira ni ne conduira ?

Ainsi, tout va en se compliquant depuis que Giscard est au pouvoir. C'est vrai pour l'Exécutif. C'est vrai aussi pour le jeu des partis. Après l'époque gaullienne et pompidolienne des majorités stables et clairement définies, voici le retour des coalitions aléatoires marqué par l'adhésion conditionnelle du principal parti de l'Assemblée. Serions-nous à la veille d'une crise larvée qui nous replongerait dans l'atmosphère de la IV^e République ? Ou bien d'une conflagration qui emporterait le régime tout entier ?

.....

Bien malin qui pourrait le dire aujourd'hui. Il n'est pas interdit de penser que le régime giscardien trouvera un nouvel équilibre institutionnel. Sans oublier que la peur de la dissolution incite toujours les députés à la sagesse, on peut avancer que l'U.D.R. sera l'huile empêchant les rouages de gripper : placée en position de charnière, comme les radicaux sous la III^e République, elle peut, ayant des hommes dans plusieurs "camps", être de nombreuses combinaisons.

Mais rien ne permet d'affirmer que l'U.D.R. refusera toujours la révolte, même si un bouleversement général en était la conséquence. Tout, en fait, dépend du Président de la République. S'il choisit d'être le René Coty (moins le sens de l'Etat) de la V^e République, il peut, en composant soigneusement des gouvernements de droite, de centre droit et de centre gauche au gré des circonstances, maintenir une certaine stabilité institutionnelle. Et il peut, pour cette tactique, être vanté par ses propres défauts : le cynisme et l'absence de projet politique véritable.

Mais que le Président de la République choisisse de monter en première ligne, qu'il exaspère une partie de l'U.D.R., qu'il perde les municipales puis les législatives, et c'est le régime tout entier qui serait remis en question.

L'actualité commandait que nous réfléchissions ainsi cette semaine, en fonction des données politiques et constitutionnelles. Mais il y a tant d'autres éléments - le chômage, l'inflation, l'injustice - qui peuvent nous faire entrer tout d'un coup dans la zone des tempêtes

Bertrand RENOUVIN

GISCARD L'AMERICAIN

Les treize lycéens réunionnais qui ont été reçus à l'Elysée le 1er septembre ont été très surpris de ne voir que deux photographies de personnalités orner le bureau du Président de la République : celles du chancelier d'Allemagne Fédérale Helmut Schmidt et du président américain Gerald Ford. Ceci nous semble, quant à nous, très symbolique

CACTUS

La revue *l'Appel*, dans un communiqué, estime que le départ de M.Chirac supprime toute ambiguïté et déclare : " si l'U.D.R. voulait revenir au gaullisme et retrouver sa raison d'être, elle devrait refuser le nouveau compromis qu'on lui impose et montrer qu'elle reste attachée à l'indépendance nationale lors des votes sur le budget de la défense et sur l'élection au suffrage universel direct d'un prétendu Parlement européen...".

LE NOUVEAU SERAIL

La composition du nouveau gouvernement peut s'analyser de multiples manières : nombre de ministres et secrétaires d'Etat, pondération des partis de la majorité, ancienneté dans la fonction, etc. Par contre les commentaires sont moins fréquents sur l'origine "professionnelle" des membres du gouvernement. N'est-il pas intéressant par exemple, de savoir que 70 % des membres du cabinet Barre sont issus de la fonction publique alors que cette proportion n'était que de 46 % dans le gouvernement Chaban de 1969 ? Et parmi ces fonctionnaires 20 % sont d'anciens élèves de l'E.N.A.. Sur cette tendance à la "fonctionnarisation" du gouvernement, et sur la faible proportion d'hommes (ou de femmes) issus des divers suffrages populaires, il y aurait encore beaucoup à dire qui se rattacherait à la réalité profonde de l'état giscardien.

CORRUPTION

Pays-bas, Allemagne, Grande Bretagne, Japon, Italie, Espagne ... Nul n'échappe aux scandales des pots-de-vin versés par la Lockheed Aircraft Corporation. Affaire particulièrement odieuse en Allemagne, où l'on a vu mourir une centaine de pilotes aux commandes de cercueils volants baptisés Starfighter. Le chrétien démocrate Franz Josef Strauss, s'il est coupable, doit avoir un bien gros poids sur la conscience. Voilà pour Lockheed. Mais sait-on que plus de 80 grandes firmes américaines pratiquent régulièrement la corruption, parmi elles des sociétés pétrolières, des entreprises aéronautiques, des firmes de produits pharmaceutiques, de matériel reprographique....

A quand des révélations sur les bénéficiaires de leurs petits cadeaux ?

LES NOUVEAUX CONSERVATEURS

" Sans toucher au Pacte Atlantique, ni au Marché commun, ni à la construction européenne, on peut très bien concevoir pour la France une position relativement originale qu'elle doit à la politique de défense suivie par les gouvernements qui se sont succédés depuis 1963. Cela implique que la gauche ne renoncera pas à la force de frappe et à l'armement nucléaire, compte tenu qu'une défense autonome ne peut se concevoir sans un tel armement. On ne peut pas défendre la France avec des lance-pierres, pas même avec des armes conventionnelles." De qui cette citation ? De M. Jean Ellenstein, historien communiste, qui vient de publier un livre sur son parti et qui a répondu aux questions du Nouvel Observateur. Ces précisions sont à ranger parmi les signes nombreux et indiscutables d'une évolution du P.C. en matière de défense et de politique extérieure. Mais faut-il, comme Jean Ellenstein, se contenter du statu quo diplomatique ? D'ici à ce que les communistes deviennent trop conservateurs

EMENT - LA N.A.F. EN MOUVEMENT - LA N.A.F. EN MOUVEMENT - LA N.A.F. EN MOUVEMENT - LA N.A.F. E

SAUGMENTATION DE TARIF

Comme nous l'avions annoncé nos tarifs d'abonnement ont augmenté à partir du 1er septembre ainsi que notre prix de vente au numéro. De nombreux abonnés ont profité de notre offre de réabonnement anticipé. Nous remercions vivement tous ceux d'entre eux qui nous ont manifesté leur attachement en arrondissant - souvent généreusement - leur chèque à cette occasion.

§ PARUTION DE LA N.A.F.

Nous reprenons à partir de ce numéro notre rythme normal de parution. Le prochain numéro (n° 231) du journal paraîtra donc la semaine prochaine (15 septembre).

§ ADHERENTS

De trop nombreux adhérents ont négligé de régler leurs cotisations mensuelles pendant les mois d'été. Nous leur demandons de se mettre en règle rapidement, sans attendre de lettre de rappel, qui représente pour nous un surcroît de travail et une charge financière inutile. Nous encourageons les adhérents à utiliser la formule de "virement automatique" qui évite les oublis et assure une plus grande régularité dans nos "rentrées".

§ CAHIER DE L'I.P.N. - Le cahier N° 4 " Vers une nouvelle citoyenneté " est paru. Il est entièrement consacré à une étude d'Arnaud Fabre sur la région et le pouvoir local. Un instrument de travail indispensable à moins de 10 mois des élections municipales. Commandes au journal (franco 12 F).

§ ANTHINEA - Nous avons déjà présenté cette excellente revue d'études historiques à nos lecteurs (NAF n° 227) et les auditeurs des "mercredis de la N.A.F." se souviennent du brillant exposé de son directeur, Bruno de Cessole, le 26 mai dernier. Signalons aujourd'hui la parution du n° 9/10 dont le thème est " Société française et régionalismes ". Cet important numéro de 128 pages est en vente à la N.A.F. nos lecteurs peuvent nous le commander en écrivant au journal (Prix 19 F franco).

Le cumul des fonctions de Premier Ministre et de Ministre de l'Economie et des finances entre les mains d'un même homme n'est pas chose fréquente. Lorsque de surcroît cet homme se révèle être un universitaire de talent, peu connu du grand public mais apprécié par des générations d'étudiants, il importe de découvrir les grandes lignes de sa pensée, de son enseignement, afin de mieux cerner sa personnalité et ce que seront peut-être les thèmes principaux de son action politique.

Il est également indispensable de noter dès l'abord que M.Barre n'est pas seulement un théoricien de l'économie politique, agrégé de sciences économiques à l'âge de 26 ans, professeur à l'Université de Caen ou à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, mais aussi l'ancien directeur de cabinet du Ministre de l'Industrie (1959-1962), l'ancien vice-président de la Commission des Communautés européennes (1967-1973) et le Ministre du Commerce extérieur depuis janvier 1976.

Dans le domaine des idées économiques, celui que M.Giscard d'Estaing nous présentait comme étant "sans doute le meilleur économiste français, en tous cas un des tout premiers", revendique volontiers une certaine filiation intellectuelle avec François Perroux et confiait récemment au mensuel *L'Expansion* qu'il avait acquis à son contact le souci "d'introduire dans l'analyse économique les phénomènes d'inégalité et de pouvoir". Il se démarque ainsi sans difficulté du libéralisme classique amoureux de la théorie de l'équilibre parfait ou du "laissez faire, laissez passer". L'étiquette de néo-libéral lui conviendrait mieux, renforcée par l'influence des théories de Keynes sur ses propres analyses économiques. Encore faut-il éviter de trancher dans le cas d'un homme qui refuse lui-même tout systématisme dans la pensée ou l'action. Sans être pour autant, sous un abord débonnaire, dénué de volonté tenace.

Et cette volonté lui sera bien nécessaire pour parvenir à réaliser l'objectif majeur de son gouvernement : la lutte contre l'inflation. Inflation qu'il avait analysé comme un phénomène structurel, qui ne se combat efficacement qu'en transformant les conditions de formation des prix et des revenus : "les obstacles sont alors plus souvent politiques qu'économiques, ajoutait-il dans son précis d'Economie Politique, et par là même plus malaisés à surmonter".

Aussi est-il très prudent en matière de définition d'une politique des revenus, qu'il voudrait très brève -comme une parenthèse dans la vie économique normale du pays- et surtout assortie d'une connaissance plus approfondie de ces mêmes revenus, non limités aux seuls salaires, ce qui représente indéniablement "une oeuvre de longue haleine", insérée dans une politique générale de "stabilité et de progrès".

Même prudence sur la question difficile du mode d'intervention de l'Etat au niveau économique. Avec une préférence non dissimulée pour la "régulation" plus que pour la réglementation, un refus des nationalisations (sauf dans le domaine militaire) par souci d'efficacité plus qu'en raison d'une quelconque idéologie de l'entreprise privée.

Tableau bien imparfait encore d'une personnalité difficile à pénétrer, d'une pensée syncrétique - parfois jusqu'à la caricature - comme en témoignent ses premières déclarations officielles sur l'inflation par exemple. Tirées de leur contexte des phrases comme "la situation est préoccupante, mais elle n'est pas dramatique", "il n'y a pas le feu dans la maison" ou encore "je ne veux pas dire qu'il faille considérer avec une certaine sérénité les problèmes que nous aurons à résoudre à la fin de cette année et l'an prochain; mais néanmoins il faut éviter toute précipitation" font plus penser à M.Prudhomme qu'à celui qui sut convaincre le Général de Gaulle de ne pas dévaluer le franc en 1968.

Cette force de conviction peut être un atout majeur pour imposer aux partenaires sociaux des mesures économiques contraignantes.

Cette bonhomie sans prétention ne sera pas sans déplaire également après les déclarations fracassantes de M.Chirac.

Deux qualités qui ont du peser largement dans la décision du Président de la République.

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone: 742-21-93
Directeur de la publication
Yvan AUMONT

Abonnements couplés à "La lettre de la N.A.F." et
à la N.A.F. bi-mensuelle :
Un an : 80 F - six mois : 45 F - trois mois : 25 F
Règlement : C.C.P. N.A.F. 193-14 Z Paris